



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Société	Aperçu de la société	Enjeux ESG	Résultats	Titres en portefeuille
INDUSTRIES				
Amada	<p>Amada Co. est un important fabricant japonais d'équipement de traitement des métaux.</p> <p>www.amada.co.jp</p>	<ul style="list-style-type: none">• Politiques de gouvernance - structure du conseil d'administration	<p>Compte tenu de l'exposition significative de nos fonds au marché japonais, nous avons mis en œuvre des directives de vote particulières en 2017, de sorte à favoriser l'indépendance des conseils d'administration ainsi que la diversité parmi leurs membres au Japon, dans le respect des meilleures pratiques locales. Dans ce contexte, nous avons écrit à Amada en mai 2018 afin de l'informer de la façon dont nous comptons voter à sa prochaine assemblée générale. Nous avons notamment exprimé nos préoccupations à l'égard du manque de diversité hommes/femmes au conseil d'administration et avons encouragé l'entreprise à expliquer aux investisseurs comment elle comptait rectifier le tir. Nous avons rappelé notre opinion sur les meilleures pratiques dans ce domaine, notamment la publication d'une politique officielle de diversité au conseil d'administration.</p> <p>Ce dialogue a été interrompu en raison des changements survenus au sein du portefeuille.</p>	<p>Fonds ER de dividendes mondial NEI*</p> <p>PARTICIPATION VENDUE)</p>



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Black Diamond	Black Diamond fournit des services de main-d'œuvre et de location aux entreprises pétrolières, gazières, de construction et d'autres secteurs. www.blackdiamondgroup.com	<ul style="list-style-type: none">• Gouvernance - améliorer la gouvernance des sociétés canadiennes	Dans l'intention d'encourager les pratiques de saine gouvernance dans les entreprises de plus petite taille au sein desquelles nous avons une participation significative, nous avons écrit à Black Diamond en mai 2018, à l'approche de son assemblée annuelle, afin de l'informer de nos préoccupations en matière de gouvernance et de leur incidence potentielle sur nos décisions de vote. Nous avons en particulier exprimé nos préoccupations à l'égard de la non-indépendance du président, des cumuls de mandats d'administrateurs et de la création d'un nouveau régime d'options d'achats d'actions. Nous avons exprimé notre satisfaction à l'égard d'un certain nombre d'autres pratiques de gouvernance que la société a mises en place, notamment le niveau d'indépendance du conseil d'administration et la mise en œuvre de comités essentiels totalement indépendants.	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI*
Société des chemins de fer du centre du Japon	La Société des chemins de fer du centre du Japon est le principal transporteur ferroviaire du centre du pays www.jr-central.co.jp/	<ul style="list-style-type: none">• Politiques de gouvernance - structure du conseil d'administration	Compte tenu de l'exposition significative de nos fonds au marché japonais, nous avons mis en œuvre des directives de vote particulières en 2017, de sorte à favoriser l'indépendance des conseils d'administration ainsi que la diversité parmi leurs membres au Japon, dans le respect des meilleures pratiques locales. Dans ce contexte, nous avons écrit à la société en mai 2018, afin de l'informer de la façon dont nous comptons voter à sa prochaine assemblée générale. Nous avons notamment exprimé nos préoccupations à l'égard du manque de diversité hommes/femmes au conseil d'administration et avons encouragé l'entreprise à expliquer aux investisseurs comment elle comptait rectifier le tir. Nous avons rappelé notre opinion sur les meilleures pratiques dans ce domaine, notamment la publication d'une politique officielle de diversité au conseil d'administration.	Fonds de valeur mondial NEI



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Cervus Equipment	Cervus Equipment est un opérateur d'équipement lourd au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. www.cervusequipment.com	<ul style="list-style-type: none">• Gouvernance - améliorer la gouvernance des sociétés canadiennes	Dans l'intention d'encourager les pratiques de saine gouvernance dans les entreprises de plus petite taille au sein desquelles nous avons une participation significative, nous avons écrit à Cervus Equipment en avril 2018, à l'approche de son assemblée annuelle, afin d'exprimer nos préoccupations en matière de gouvernance et de leurs incidences potentielles sur nos décisions de vote. Nous avons expliqué à la société que nous considérons que le président du conseil d'administration n'était pas indépendant et avons exprimé nos préoccupations sur le fait qu'un président non indépendant siège à un comité essentiel. Nous avons également exprimé des préoccupations sur le fait que la société n'avait pas divulgué de politique contre la spéculation de ses titres. L'entreprise a répondu à notre communication, précisant qu'elle appréciait nos commentaires et qu'elle envisageait d'améliorer ses divulgations. Elle a proposé de poursuivre le dialogue sur les questions de gouvernance. Nous avons tenu compte de la réponse de Cervus Equipment lors de notre vote à l'assemblée annuelle de la société.	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI*
-------------------------	--	---	---	--



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Daifuku	<p>Daifuku est une société de fabrication d'équipements et de logistique</p> <p>www.daifuku.com</p>	<ul style="list-style-type: none">• Politiques de gouvernance - structure du conseil d'administration	<p>Compte tenu de l'exposition significative de nos fonds au marché japonais, nous avons mis en œuvre des directives de vote particulières en 2017, de sorte à favoriser l'indépendance des conseils d'administration ainsi que la diversité parmi leurs membres au Japon, dans le respect des meilleures pratiques locales. Dans ce contexte, nous avons écrit à la société en mai 2018 afin de l'informer de la façon dont nous comptons voter à sa prochaine assemblée générale. Nous avons notamment exprimé nos préoccupations à l'égard du manque de diversité hommes/femmes au conseil d'administration et avons encouragé l'entreprise à expliquer aux investisseurs comment elle comptait rectifier le tir. Nous avons rappelé notre opinion sur les meilleures pratiques dans ce domaine, notamment la publication d'une politique officielle de diversité au conseil d'administration. Daifuku a répondu à notre lettre en nous remerciant de notre point de vue, précisant qu'elle essayait de proposer différents candidats au poste d'administrateur sans tenir compte de leur sexe, mais sa réponse n'a pas dissipé nos préoccupations.</p>	Fonds d'actions mondiales ER NEI*
Logistec	<p>Logistec est une société canadienne de transport maritime.</p> <p>www.logistec.com</p>	<ul style="list-style-type: none">• Gouvernance - améliorer la gouvernance des sociétés canadiennes	<p>Dans l'intention d'encourager les pratiques de saine gouvernance dans les entreprises de plus petite taille au sein desquelles nous avons une participation significative, nous avons écrit à Logistec en mai 2018, à l'approche de son assemblée annuelle, afin de l'informer de nos préoccupations en matière de gouvernance et de leurs incidences potentielles sur nos décisions de vote. Nous avons noté que certains administrateurs ne détenaient pas d'action alors qu'ils siègent depuis plus d'un an et avons également identifié quelques sources d'inquiétudes au niveau de la présence aux réunions du conseil d'administration. Logistec a répondu à notre message de façon exhaustive et a précisé que son comité de ressources humaines et de gouvernance devait revoir les lignes directrices entourant la propriété du capital. Nous avons tenu compte de la réponse de l'entreprise lors de notre vote à l'assemblée annuelle de Logistec.</p>	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI*



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



<p>Nidec Corporation</p>	<p>Nidec est un fabricant japonais de moteurs électriques.</p> <p>www.nidec.com</p>	<ul style="list-style-type: none">• Politiques de gouvernance - structure du conseil d'administration	<p>Dans le cadre de notre collaboration avec le sous-conseiller Addenda, nous avons entretenu un dialogue avec les sociétés détenues dans la Stratégie d'actions internationales FR, afin d'inciter le conseil d'administration à récompenser l'indépendance du conseil d'administration ainsi que la diversité de ses membres, en cohérence avec les meilleures pratiques locales. Dans le contexte de cette collaboration, nous avons écrit à Nidec en mai 2018 pour inciter la société à améliorer la diversité au conseil d'administration, auquel siège une femme, et souligner notre point de vue sur les meilleures pratiques, notamment la publication d'une politique officielle de diversité. Nous avons également encouragé l'entreprise à augmenter le nombre d'administrateurs indépendants à environ un tiers du conseil d'administration, en conformité avec les pratiques locales.</p>	<p>Fonds d'actions internationales ER NEI</p>
<p>Centre de fusions et acquisitions Nihon</p>	<p>Nihon est une société japonaise spécialisée dans les fusions, les acquisitions et le courtage</p> <p>www.nihon-ma.co.jp</p>	<ul style="list-style-type: none">• Politiques de gouvernance - structure du conseil d'administration	<p>Compte tenu de l'exposition significative de nos fonds au marché japonais, nous avons mis en œuvre des directives de vote particulières en 2017, de sorte à favoriser l'indépendance des conseils d'administration ainsi que la diversité parmi leurs membres au Japon, dans le respect des meilleures pratiques locales. Dans ce contexte, nous avons écrit à la société en mai 2018 afin de l'informer de la façon dont nous comptons voter à sa prochaine assemblée générale. Nous avons notamment exprimé nos préoccupations à l'égard du manque de diversité hommes/femmes au conseil d'administration et avons encouragé l'entreprise à expliquer aux investisseurs comment elle comptait rectifier le tir. Nous avons rappelé notre opinion sur les meilleures pratiques dans ce domaine, notamment la publication d'une politique officielle de diversité au conseil d'administration.</p>	<p>Fonds leaders générationnels NEI</p>



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Obayashi	Obayashi figure parmi les cinq grandes sociétés japonaises de construction. www.obayashi.co.jp	<ul style="list-style-type: none">• Politiques de gouvernance - structure du conseil d'administration	<p>Compte tenu de l'exposition significative de nos fonds au marché japonais, nous avons mis en œuvre des directives de vote particulières en 2017, de sorte à favoriser l'indépendance des conseils d'administration ainsi que la diversité parmi leurs membres au Japon, dans le respect des meilleures pratiques locales. Dans ce contexte, nous avons écrit à Obayashi en mai 2018 afin de l'informer de la façon dont nous comptons voter à sa prochaine assemblée générale. Nous avons notamment exprimé nos préoccupations à l'égard du manque de diversité hommes/femmes au conseil d'administration et avons encouragé l'entreprise à expliquer aux investisseurs comment elle comptait rectifier le tir. Nous avons rappelé notre opinion sur les meilleures pratiques dans ce domaine, notamment la publication d'une politique officielle de diversité au conseil d'administration. Obayashi a répondu à notre lettre, précisant qu'elle appréciait nos commentaires et n'avait aucune objection à poursuivre le dialogue sur les aspects de gouvernance.</p> <p>Ce dialogue a été interrompu en raison des changements survenus au sein du portefeuille.</p>	Fonds ER de dividendes mondial NEI* PARTICIPATION (VENDUE)
Secom	Secom est une société japonaise de surveillance et de sécurité. www.secom.co.jp	<ul style="list-style-type: none">• Politiques de gouvernance - structure du conseil d'administration	<p>Dans le cadre de notre collaboration avec le sous-conseiller Addenda, nous avons entretenu un dialogue avec les sociétés détenues dans la Stratégie d'actions internationales FR, afin d'inciter le conseil d'administration à récompenser l'indépendance du conseil d'administration ainsi que la diversité de ses membres, en cohérence avec les meilleures pratiques locales. Dans le contexte de cette collaboration, nous avons écrit à Secom en mai 2018 pour inciter la société à améliorer la diversité au conseil d'administration, auquel siège une femme, et souligner notre point de vue sur les meilleures pratiques, notamment la publication d'une politique officielle de diversité. Nous avons également encouragé Secom à augmenter le nombre d'administrateurs indépendants à environ un tiers du conseil d'administration, en conformité avec les pratiques locales.</p>	Fonds d'actions internationales ER NEI*



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Actions politiques

Activer l'investissement responsable

- Poursuivant notre participation à l'initiative des bourses d'échange durables, lesquelles visent à favoriser l'investissement responsable en collaborant avec les autorités de réglementation, nous avons signé en avril 2018 une lettre encourageant l'organisation internationale des commissions de valeurs mobilières à prêter attention aux aspects ESG et avons également fourni des commentaires sur l'ébauche du guide des meilleures pratiques ESG à destination des autorités de réglementation en valeurs mobilières.
- En 2016 et 2017, nous avons participé à une consultation du ministère des Finances du gouvernement fédéral, appelant à la création d'un groupe d'experts favorisant le traitement des enjeux ESG et l'émergence de la finance durable au Canada. En avril 2018, le gouvernement fédéral a lancé un panel d'experts sur la finance durable afin d'explorer les actions sur le climat et les opportunités de croissance propres. Bien que le mandat du panel s'inscrivait dans une optique à court terme et ne tenait pas compte de l'ensemble des aspects sociaux, nous estimons qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction.

Avancer concrètement sur la transition énergétique

- En juin 2018, nous avons signé l'énoncé mondial des investisseurs sur le changement climatique, qui a exprimé le soutien des investisseurs pour les initiatives de transition énergétique, notamment la mise en œuvre d'un groupe de travail sur les recommandations concernant les divulgations financières liées au climat, le recours à un prix du carbone et une accélération des investissements dans les technologies à faibles émissions de carbone. Cet énoncé avait été le fruit du travail d'un groupe composé d'associations d'investissement responsables, parmi lesquelles figuraient notamment le Ceres et les PIR.
- Dans le cadre d'efforts collectifs auprès des autorités de réglementation canadienne des valeurs mobilières sur les enjeux de divulgation, nous avons écrit à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) pour lui demander de s'occuper en priorité d'une amélioration des exigences de divulgation ESG. En juin 2018, nous avons pris part à une réunion d'investisseurs avec la CVMO pour évoquer les résultats d'un examen des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) sur les divulgations liées au climat. L'approche suggérée par l'ACVM en matière d'exigence de divulgation ESG reflétait une recommandation que nous avons soumise en 2017 et en vertu de laquelle nous proposons que les sociétés communiquent la façon dont elles évaluent l'importance des enjeux ESG dans leurs activités ainsi que les résultats de cette évaluation. Nous avons également rencontré la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique en juin pour évoquer les divulgations liées au climat.
- En juin 2018, nous avons rencontré le personnel du ministère de l'Énergie de l'Alberta afin de communiquer nos perspectives sur les récents événements survenus dans le secteur pétrolier et gazier à la lumière de la transition énergétique et des attentes ESG. Nous avons noté le besoin de divulgation d'un plus grand nombre de sociétés qui en conformité avec les attentes du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat et au rôle que l'Alberta peut jouer pour encourager cette divulgation. Nous avons également évoqué les risques essentiels que l'industrie rencontre et la façon dont les investisseurs évaluent ces risques.

Devoir de respect

- En juin 2018, nous avons pris part à une consultation sur internet organisée par Ressources naturelles Canada afin d'obtenir des commentaires sur la mise en œuvre de la Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif (LMTSE). La consultation visait essentiellement à savoir comment l'information est utilisée et à afficher le plus intelligemment possible les données recueillies en vertu de la loi.
- En tant que membre du comité de pilotage de la nouvelle Alliance d'investisseurs pour les droits de la personne, nous avons participé en juin 2018 à la rédaction d'une lettre adressée au groupe de travail des Nations-Unies sur les entreprises et les droits de la personne, en réponse à un appel à des exemples de bonnes pratiques, afin de souligner le



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



rôle des investisseurs dans la promotion du respect des droits de la personne par les entreprises. Nous étions l'unique institution de placement canadienne à soumettre des commentaires lors de la consultation de 2017 sur l'ébauche du guide de diligences raisonnables des lignes directrices de l'OCDE pour l'ensemble des secteurs d'activité. Le guide a été publié en mai 2018 et a été très bien accueilli par les entreprises, les syndicats et les ONG, car il fournit des conseils pratiques dans un langage clair sur la conduite de diligences raisonnables visant à prévenir et atténuer les incidences environnementales et sociales négatives.

- Dans le cadre de nos efforts visant à promouvoir des pratiques de prêt responsables parmi les banques, nous avons participé à une soumission collective du Secrétariat des Principes de l'Équateur en mai 2018, encourageant une intégration améliorée des aspects concernant les droits des peuples autochtones dans le cadre de référence sur le développement durable des projets financiers. Nous avons également participé une ronde supplémentaire de consultation pour la préparation du guide de diligences raisonnables des lignes directrices de l'OCDE.
- En mai 2018, nous avons signé un énoncé d'investisseurs appelant le Canada à suivre l'exemple d'autres juridictions qui ont mis en œuvre une législation visant à combattre l'esclavage moderne dans les chaînes d'approvisionnement.

Du producteur au consommateur

En mai 2018, le Conseil national sur le zéro déchet a publié une stratégie pour remédier au gaspillage au Canada. Nous avons évoqué le projet en 2017 et étions ravis de constater que la stratégie comprenait une priorité sur la prévention des déchets. Une mesure que nous avons défendue, car il s'agit d'une bonne manière d'optimiser la chaîne de valeur alimentaire et de réduire les effets environnementaux des déchets alimentaires.

La gouvernance avant tout

Nous avons soumis des commentaires détaillés aux commissions de valeurs mobilières de la Colombie-Britannique et de l'Ontario en avril et en mai 2018, expliquant comment les exigences de divulgation sur la diversité actuellement en vigueur pouvaient être améliorées et avons rencontré les deux autorités de réglementation en juin afin d'approfondir ces idées, soulignant la valeur des politiques de diversité rigoureuses accompagnées d'objectifs, ainsi que l'intégration des aspects sur la diversité dans le processus de nomination au conseil d'administration. En mai 2018, la Loi canadienne sur les sociétés par actions a été mise à jour pour exiger l'élection annuelle d'administrateurs individuels sur la base d'un vote majoritaire et des divulgations sur la diversité dans les sociétés constituées en vertu de la Loi. Il s'agissait des réformes que nous avons défendues durant les rondes de consultation précédant la mise à jour de la Loi dans les quatre années précédentes. La Coalition canadienne pour une bonne gouvernance (CCGG) a publié un guide environnemental et social des administrateurs en mai 2018, fixant les attentes des investisseurs institutionnels en matière de gouvernance des risques environnementaux et sociaux par les conseils d'administration canadiens. Le Guide a été préparé par le Comité environnemental et social de la CCGG auquel nous participons.



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Engagement collaboratif

Avancer concrètement sur la transition énergétique - progresser au Canada

Nous avons poursuivi notre rôle d'investisseur principal dans l'initiative collective des PIR sur le méthane, en animant conjointement des dialogues avec Canadian Natural Resources et Vermilion Energy sur leur stratégie d'évaluation, de communication et de réduction de leur empreinte en méthane. Nous sommes également l'investisseur principal dans l'initiative collective des PIR dans les secteurs du pétrole et du gaz, laquelle vise encourager les sociétés à élaborer et divulguer des stratégies permettant une résilience à la transition énergétique.

Avancer sur la transition énergétique - Action Climat 100+

Action climat 100+ est une coalition mondiale d'investisseurs visant à entretenir un dialogue avec les plus grandes sociétés émettrices de gaz à effet de serre au monde (GES) sur leur stratégie de réduction des risques liés aux changements climatiques et d'empreinte carbone. L'initiative dispose de priorités communes, particulièrement l'amélioration de la gouvernance du risque climatique au niveau du conseil d'administration, la conformité des divulgations avec les recommandations du GTDF et la réduction des émissions de GES. Nous codirigeons les dialogues avec Canadian Natural Resources Ltd (CNRL) et Suncor Energy, et soutenons également les investisseurs dans ceux visant Exxon, Chevron, Valero, Ford, GM et Marathon. En juin 2018, nous avons envoyé une lettre à CNRL pour présenter cette initiative.

Avancer sur la transition énergétique - initiative d'investisseurs sur la « décarbonisation »

En avril 2018, l'initiative d'investisseurs sur la « décarbonisation » dont nous sommes signataires a envoyé des lettres ou organisé des réunions avec Samsung Electronics, Prudential, Vodafone Group et CN Rail. L'initiative sur la décarbonisation entretient un dialogue avec les sociétés qui prennent un ou plusieurs engagements essentiels (ex. approvisionnement d'électricité à 100 % en énergie renouvelable, conversion de l'intégralité des véhicules de sociétés en modèles propulsés à l'électricité, fixation d'objectifs de réduction des GES basés sur des données scientifiques en conformité avec l'Accord de Paris.) Nous avons effectué un suivi direct avec les Chemins de fer nationaux du Canada pour nous assurer que le but de l'initiative était bien compris.

Avancer sur la transition énergétique - mettre en œuvre les recommandations du GDFC dans les divulgations sur le climat

Dans un souci d'efficacité du suivi des enjeux climatique auprès des grandes banques canadiennes, nous avons poursuivi notre collaboration avec Boston Common et SHARE dans la conduite de réunion avec celles-ci pour évoquer leur rôle dans la transition vers une économie à faible émission de carbone et mieux comprendre leur point de vue sur les recommandations du groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat. Nous avons ainsi rencontré la Banque Royale en avril 2018, ainsi que la TD et la BMO en mai. Nous avons mis de l'avant le rôle important que les banques peuvent jouer dans le dialogue avec leurs clients sur le changement climatique. Nous avons félicité la TD d'être la première institution financière à avoir publié un objectif financier à faibles émissions de carbone et avons encouragé les autres banques à se fixer un objectif.

De la ferme à l'assiette - déchets plastiques

Nous avons rejoint une nouvelle initiative collective, l'Alliance des investisseurs pour des solutions aux plastiques. Dirigée par As You Sow, celle-ci vise amorcer un dialogue avec les sociétés pour trouver des solutions aux effets négatifs croissants sur l'environnement des déchets de plastique, particulièrement pour les océans et la faune marine.



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



De la ferme à l'assiette - indice de référence sur le bien-être des animaux d'élevage

Nous avons continué à participer à l'initiative collective d'investisseurs soutenant l'indice de référence sur le bien-être des animaux d'élevage, lequel compare les politiques, pratiques et performances de sociétés du secteur de la consommation sur la question du bien-être des animaux d'élevage. En mai 2018, le groupement a écrit à 110 sociétés constitutives de l'indice afin de vanter les réalisations des sociétés classées dans le premier tiers et encourager les autres à améliorer leur performance, tout en profitant de l'occasion pour se présenter aux sociétés récemment ajoutées à l'indice.

Gouvernance - cyber sécurité

Nous avons continué de diriger et de codiriger des dialogues avec des sociétés sur la cyber gouvernance dans le cadre de la collaboration avec d'autres investisseurs sur la cyber sécurité des PIR. Dans ce cadre, nous avons dialogué avec des entreprises sur la cyber sécurité dans les secteurs des télécommunications, des TI, de la finance, des soins de santé et de la consommation, partant du principe qu'une saine gouvernance et une gestion de la cyber sécurité s'avèraient indispensables à la continuité des opérations à long terme. Dans ce contexte, nous avons codirigé une réunion avec Amazon sur la cybergouvernance et les pratiques de gestion.

Politiques de gouvernance - Structure du conseil d'administration

En mai 2018, nous avons lancé notre première initiative collective avec le sous-conseiller Addenda, visant les sociétés japonaises de la Stratégie d'actions internationales sur la diversité au conseil d'administration. Dans ce cadre, nous avons écrit à sept sociétés japonaises détenues par la stratégie afin de les encourager à augmenter la diversité à leur conseil d'administration et de suivre les meilleures pratiques dans ce domaine, telles que la publication d'une politique de diversité appliquée au conseil d'administration.

Pour un meilleur secteur pharmaceutique - accès aux médicaments, avancée des soins de santé aux États-Unis

Nous avons poursuivi notre participation aux dialogues de l'ICCR sur les enjeux de santé aux États-Unis et dans le monde, tels que l'accès aux médicaments et le prix des médicaments auprès des sociétés pharmaceutiques. Dans le cadre des efforts déployés pour cette collaboration, nous avons identifié des dialogues prioritaires et avons suivi des présentations par des experts, tels que Credit Suisse, sur la tarification des médicaments, et MSF sur l'accès aux médicaments dans le secteur. La collaboration a également rencontré Roche afin d'évoquer l'accès aux médicaments et les enjeux liés à leurs prix, répondant également à un questionnaire de la société sur les indices de développement durable.

Pour un meilleur secteur pharmaceutique - crise des opioïdes

Nous avons continué de participer à une coalition d'investisseurs institutionnels souhaitant régler la crise des opioïdes en Amérique du Nord (Investors for Opioid Accountability), en instaurant un dialogue avec les producteurs, les fabricants de traitement contre les surdoses et les distributeurs d'opioïdes dans lesquels nos fonds ont investi. À titre de membre de la coalition, nous avons soutenu les propositions d'actionnaires des membres déposées auprès des fabricants et distributeurs demandant des réformes à la lumière d'un suivi et d'une gestion du risque lié aux opioïdes inadéquats.

Responsabilité en matière de respect des droits de la personne

Nous avons rejoint le comité de pilotage pour l'Alliance des investisseurs pour les droits de la personne, une nouvelle plateforme lancée en mai 2018 visant à offrir à des investisseurs institutionnels des outils et des stratégies permettant de promouvoir le respect des droits de la personne par les entreprises. Parmi les initiatives initiales de l'Alliance que nous avons soutenues, citons des énoncés d'investisseurs incitant les sociétés à divulguer les diligences raisonnables concernant les minéraux des zones de conflit et améliorer celles visant l'élimination du travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement.



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Gouvernance - Fiscalité responsable

Nous avons poursuivi notre participation aux PIR mondiaux sur une fiscalité responsable, nous concentrant sur les multinationales du secteur des TI et sur les sociétés pharmaceutiques particulièrement exposées aux controverses entourant la fiscalité. Nous avons pris l'initiative d'amorcer un dialogue avec Alphabet (Google) et Apple. En mai 2018, l'initiative collective a publié un guide de l'investisseur pour évaluer et dialoguer avec les sociétés sur la transparence fiscale des entreprises.



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Vote par procuration

En 2018 nous avons pour l'instant exprimé 673 votes par procuration en assemblée, dont 80 % contre la rémunération et 38 % contre la direction. Nous avons soutenu 82 % des propositions d'actionnaires. Pour davantage de renseignements sur nos votes par procuration, veuillez visiter la page suivante :

<https://www.neiinvestments.com/pages-fr/about-nei/about-ethical-funds/esg-difference/proxy-voting/>

Gouvernance - rémunération excessive

Préoccupés par les effets de l'inégalité des revenus sur l'économie, nous avons étendu nos lignes directrices de vote par procuration aux États-Unis en 2017. Celles-ci prévoient un plafond de la rémunération du PDG basé sur une comparaison verticale avec le revenu médian des ménages. Les dirigeants les mieux payés dans le monde se situent en Amérique du Nord et l'inégalité des revenus s'avère particulièrement significative aux États-Unis. Au cours de la période de vote par procuration de 2018, nous avons ainsi voté à l'encontre des rémunérations des dirigeants dans 24 sociétés américaines et en défaveur de 17 comités de rémunération dans des sociétés dans lesquelles la rémunération totale des dirigeants dépassait 24 millions \$, notamment Comcast, Morgan Stanley, Blackrock, JP Morgan Chase, Pfizer, Pepsi et Facebook.

Politiques de gouvernance - Structure du conseil d'administration

Compte tenu de l'exposition significative de nos fonds aux sociétés japonaises, nous avons adapté nos directives de vote par procuration en 2017, de sorte à favoriser l'indépendance des conseils d'administration ainsi que la diversité parmi leurs membres, dans le respect des meilleures pratiques locales. Nous avons écrit à 20 sociétés japonaises pour les informer de la façon dont nous comptons voter lors de leur assemblée annuelle. Nous avons notamment exprimé nos préoccupations à l'égard du manque de diversité hommes/femmes au conseil d'administration et avons encouragé les entreprises à expliquer aux investisseurs comment rectifier le tir. Nous avons rappelé notre opinion sur les meilleures pratiques dans ce domaine, notamment la publication d'une politique officielle de diversité au conseil d'administration.

Pour un meilleur secteur pharmaceutique

Nous sommes membres de la coalition d'investisseurs institutionnels souhaitant régler la crise des opioïdes en Amérique du Nord et avons soutenu les propositions d'actionnaires des membres visant Pfizer ainsi que Johnson & Johnson, lesquelles exigent des réformes et des divulgations adaptées au rôle de ces sociétés dans la crise des opioïdes.

Avancer concrètement sur la transition énergétique - progresser aux États-Unis

La proposition d'actionnaires que nous avons soumises conjointement auprès de Chevron en vue d'une séparation des fonctions de président et de chef de la direction a fait l'objet d'un vote lors de l'assemblée annuelle de la société en mai 2018 et a reçu le soutien de 26 % des actionnaires. Le conseil d'administration n'a pas indiqué qu'il reverrait ses pratiques concernant le poste de président, mais le nouveau chef de la direction a reconnu l'importance des enjeux ESG soulevés par la résolution et a semblé plus ouvert au dialogue avec les actionnaires sur ces sujets que son prédécesseur.

Gouvernance - améliorer la gouvernance des sociétés canadiennes

Dans l'intention d'encourager les pratiques de saine gouvernance dans les entreprises de plus petite taille au sein desquelles nous avons une participation significative, nous avons écrit à 12 sociétés en avril 2018, à l'approche de leur assemblée annuelle, afin de les informer de nos préoccupations en matière de gouvernance et de leur incidence potentielle sur nos décisions de vote. Lorsque celles-ci ont fourni des arguments ou indiqué que les enjeux de gouvernance que nous avons isolés faisaient l'objet d'un examen, nous en avons tenu compte dans l'exercice de nos votes.



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T2 : juin 2018



Guide de changement de nom de fonds

**Nouveau nom

Fonds d'actions américaines ER NEI
Fonds équilibré ER NEI
Fonds d'actions canadiennes ER NEI
Fonds de dividendes mondial ER NEI
Fonds d'actions mondiales ER NEI
Fonds d'actions internationales ER NEI
Portfeuille NEI ER Sélect équilibré
Portfeuille NEI ER Sélect revenu et croissance
Portfeuille NEI ER Sélect croissance
Portfeuille NEI ER Sélect revenu
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Portfeuille NEI rendement équilibré
Fonds de dividendes canadiens NEI
Fonds d'actions canadiennes NEI
Fonds des marchés émergents NEI
Fonds d'actions mondiales NEI
Fonds croissance et revenu NEI
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI
Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI

Portfeuille NEI rendement tactique
Fonds de dividendes américains NEI
Portfeuille NEI Sélect revenu et croissance
Portfeuille NEI Sélect croissance maximale
Portfeuilles NEI ER Sélect

Ancien nom

(Auparavant Fonds d'Actions Américaines Éthique NEI)
(Auparavant Fonds équilibré Éthique NEI)
(Auparavant Fonds d'actions canadiennes Éthique NEI)
(Auparavant Fonds de dividendes mondial Éthique NEI)
(Auparavant Fonds d'actions mondiales Éthique NEI)
(Auparavant Fonds d'actions internationales Éthique NEI)
(Auparavant Portfeuille NEI Éthique Sélect équilibré)
(Auparavant Portfeuille NEI Éthique Sélect conservateur)
(Auparavant Portfeuille NEI Éthique Sélect croissance)
(Auparavant Portfeuille NEI Éthique Sélect revenu)
(Auparavant Fonds Spécialisé d'actions Éthique NEI)
(Auparavant Fonds stratégique de rendement mondial NEI)
(Auparavant Fonds de dividendes canadiens NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds d'actions canadiennes NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds des marchés émergents NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds d'actions mondiales NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds croissance et revenu NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds Spécialisé d'actions NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds Spécialisé d'obligations mondiales à rendement élevé NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds tactique de rendement NordOuest NEI)
(Auparavant Fonds de dividendes américains NordOuest NEI)
(Auparavant Portfeuille NEI Sélect conservateur)
(Auparavant Portfeuille NEI Sélect croissance mondiale maximale)
(Auparavant Portfeuilles NEI Éthique Sélect)